

« Il faut une opposition forte, pour les faire reculer »

FÉDÉRAL Laurette Onkelinx : « C'est un gouvernement de la violence sociale »

► Pour la cheffe de groupe PS à la Chambre, « c'est la première fois que les francophones sont ainsi bafoués ».

► « Et Charles Michel est prêt à tout pour rester au pouvoir ! »

ENTRETIEN

Sans transition ! Le 14 octobre à la Chambre, pour la rentrée parlementaire, Laurette Onkelinx est passée d'un coup sec de son rôle de vice-Première de 15 ans (depuis 1999 et le gouvernement arc-en-ciel) à celui de cheffe de groupe PS dans l'opposition. De la lumière à la lumière. Avec l'assaut de la suédoise-kamikaze au milieu. Elle ne fléchit pas. Et tout cela annonce bel et bien une législature de feu.

Comme le 14 octobre, vous continuez de réclamer la démission de Jan Jambon et Theo Francken, ministres N-VA ?

Ils n'ont pas leur place au gouvernement.

Il y a eu des excuses entre-temps.

Quelles excuses ? J'imagine très bien Charles Michel, larmoyant, demandant à Theo Francken de dire quelque chose... Ce seront quelques mots à la Chambre, en flamand, le service minimum : « Si j'ai pu blesser quelqu'un... » Allez ! Une gifle eu égard au débat sur le fascisme et le racisme. Permettez-moi d'élargir d'emblée mon propos : je maintiens que c'est un gouvernement de rupture, pour les raisons que je viens de dire, mais aussi, et il va entrer à cet égard dans l'Histoire de ce pays, parce que c'est la première fois que les francophones sont ainsi bafoués. 75 % des citoyens-électeurs francophones ne sont pas représentés en son sein. 20 députés francophones ont ac-

cordé leur confiance au gouvernement, 43 ont dit non. Cela veut dire qu'à l'avenir, les partis flamands composant leur exécutif au nord pourront dire : « OK, pour le fédéral, on prend qui parmi les francophones ? Voyons, choisissons... » En quelque sorte, on a dit aux francophones : « Cela nous est complètement égal la façon dont vous avez voté, on ne vous écoute pas, ce sont les partis

flamands qui décident. » Rupture toujours : il n'y a plus de femmes au kern, le comité ministériel restreint.

Il n'y en a pas non plus au cœur du gouvernement wallon.

J'ai précisé tout de suite que ce n'est pas le seul gouvernement où les femmes n'ont pas assez leur place, mais c'est la première fois depuis 15 ans qu'elles sont écartées du kern au fédéral. Avec Isabelle Durant, nous étions les deux premières vice-Premières, en 1999. Enfin, il y a la rupture socio-économique.

On y vient. Avant cela, revenons un moment sur vos propos à la Chambre, où vous avez dépeint une N-VA occupant désormais dangereusement l'appareil d'Etat, avec des « bruits de bottes » au gouvernement... Dire cela, c'est lourd politiquement.

Un parti nationaliste qui a en vue la disparition de l'Etat Belge, ce n'est pas totalement anormal de le voir réclamer de s'insérer au cœur de l'appareil d'Etat, pour mieux le disloquer. Qu'est-ce qu'on constate ? Ils ont l'armée, la police, la sécurité

d'Etat, la fonction publique... Et vous avez vu les économies qu'ils imposent dans les services publics ? Moins 20 % dans les budgets de fonctionnement en 2015... Pas seulement dans les entreprises publiques, comme le rail, mais la Justice, l'Intérieur, etc. S'ajoute la Culture... S'attaquer à la Culture, cela va de pair tout naturellement avec le nationa-

lisme ; tout ceci avec l'aide du MR, rappelons-le, je ne veux pas l'absoudre. Il est évident que nos institutions culturelles fédérales et bilingues sont des symboles de notre Etat, je pense à la Monnaie, aux Beaux-Arts, à l'Orchestre national, les institutions scientifiques... Ce n'est pas moi qui le

dis, mais les acteurs culturels, les milieux journalistiques concernés... Pieter De Caluwé... Des journalistes ont écrit : « C'est Magritte qu'on assassine »...

Non, c'est la première fois qu'un parti nationaliste domine dans un gouvernement, et impose son programme. Ils ont accepté de ne pas faire d'institutionnel ? C'est prendre les gens pour des imbéciles ! Ils n'avaient pas la possibilité de changer la Constitution, nous avions verrouillé le jeu à la fin de la législature Di Rupo. Ils opèrent en deux phases : d'abord, ils investissent l'appareil d'Etat pour ensuite disloquer le pays. J'espère de tout mon cœur qu'on pourra sauver et la Belgique et le modèle social... Mais leur agenda n'est pas très caché.

Ils visent la dislocation de l'Etat fédéral ?

Bien entendu.

Et ils participent au gouvernement fédéral pour y parvenir ?

Bien entendu. Que personne ne soit naïf, ou dupe ! C'est une étape pour eux. C'est ma conviction. Si je pouvais me tromper, qu'est-ce que je serais contente ! Mais c'est ma conviction. Re-voyons-nous dans six mois. Je ne sais pas comment l'Etat peut fonctionner avec les économies qu'ils imposent. Nous évaluerons la situation jour après jour.

Le MR peut résister, c'est un grand parti...

C'est un des grands partis démocratiques, et combien d'hommes et de femmes en son sein ont compté dans la construction du pays... Oui, mais ici, des hommes

et des femmes vont peut-être compter dans sa... déconstruction. Ils ont accepté de se mettre dans la gueule du loup. Charles Michel en porte la responsabilité.

C'est aussi un « gouvernement de la violence sociale », dites-vous. Un terme extrême.

Un constat. Il y a des efforts à réaliser budgétairement, mais la particularité de la Belgique, c'est d'avoir résisté à l'austérité, de répartir la charge, obliger ceux qui ont le plus de possibilités financières à participer davantage.

Nous avons mis à contribution le capital avec le gouvernement Di Rupo. Ici, ils s'attaquent à la classe moyenne, aux travailleurs. Ils vont jusqu'à faire des économies dans le fonds mazout ! Les statutaires - des infirmières, des enseignants, des employés, des ouvriers - vont perdre jusqu'à 25 % de leur pension. Ce n'est pas de la violence, ça ?

Autre violence : on dit qu'il faut travailler plus longtemps... Qui a dit le contraire ? Mais ce qu'il faut faire, c'est amener les travailleurs à aller le plus loin possible

dans leur profession, avec des méthodes positives, les bonus pensions, les crédits-temps en fin de carrière, très utiles dans certains métiers, comme le monde médical, les aides soignantes. Ils coupent là-dedans !

Autre exemple : les temps partiels involontaires, par exemple des horaires coupés dans les grands magasins, avec un complément de l'Onem... Ils coupent ! Ils coupent ! Ce n'est pas de la violence, ça ? ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI

ET MAINTENANT ?

Message

Laurette Onkelinx décrit un gouvernement « de la violence sociale », « qui va durer cinq ans, car ils vont s'accrocher »... Ajoutez le plan de la N-VA : « Occuper aujourd'hui l'appareil d'Etat », pour, dans un second temps, dit-elle, « disloquer le pays ». Noir. Mais... pas désespéré. C'est le message du jour, visant à donner, sans tarder, un sens, un débouché, à l'opposition, qu'elle incarne désormais au Parlement fédéral : « Ce gouvernement, il faut une opposition forte en face et un mouvement social important pour le faire reculer, au moins sur une série de mesures. »
Voire même : « Pour ramener l'espoir. » Fou ?

D.CI

« Ils vont rester cinq ans. Ils vont s'accrocher »

Les libéraux-réformateurs soutiennent qu'il fallait rattraper le temps perdu, mettre en œuvre des « réformes structurelles », que les socialistes ne veulent pas avancer...

Oui, je vois, la modernité contre l'archaïsme ! Mais pour moi, ce n'est pas moderne de diminuer le salaire des gens, de leur faire payer plus cher leurs soins de santé, de diminuer leurs pensions, de cibler les services publics, etc. Non, nous n'avons pas la même conception de la modernité.

Ils reprochent aux socialistes d'infliger des leçons grandiloquentes...

Nous ne donnons pas de leçons ! Nous constatons qu'ils ont menti, nous constatons qu'ils se sont mis dans la main des

nationalistes, nous constatons qu'ils ont accepté un programme socio-économique qui va à l'encontre des gens.

Des constats, seulement des constats.

A vous entendre, il serait donc urgent de les chasser, de faire chuter un gouvernement fédéral qui nuit aux gens, à l'Etat... Soyons précis : je ferai mon travail d'opposition. Sincère. S'ils prennent une mesure positive, je le dirai. Au fait, j'ai déjà dit : comme ministre des Affaires sociales et de la Santé, j'avais supprimé les suppléments d'honoraires dans les chambres à deux lits, et je vois qu'ils veulent poursuivre dans la même voie, en visant aussi les hôpitaux de jour. Bien.

Pour le reste, je sais qu'on s'interroge

beaucoup dans le monde politique, journalistique : le gouvernement va-t-il durer ? Je dis qu'ils vont rester cinq ans. Ils vont s'accrocher. A tout prix.

Charles Michel a montré qu'il était prêt à tout pour aller au pouvoir, il est prêt à tout pour y rester.

Il faut donc une opposition forte, et un mouvement social important, pour les faire reculer, au moins sur une série de mesures. Je ne dis pas : le PS doit revenir au pouvoir ; je dis que les gens ne doivent pas être victimes de ce gouvernement, de cette politique de violence sociale, et qu'on va s'atteler à cela, à les protéger, et à proposer des alternatives concrètes, à ramener l'espoir. ■

Propos recueillis par
D.CI